

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1978 Nr. 19

---

---

A. TITEL

*Overeenkomst tot vrijstelling van legalisatie voor bepaalde akten  
en documenten,  
met bijlage;  
Athene, 15 september 1977*

B. TEKST

**Convention portant dispense de légalisation pour certains  
actes et documents**

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux de dispenser entre les Etats parties à cette Convention certains actes ou documents de la légalisation ou de toute formalité équivalente, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

La légalisation, au sens de la présente Convention, ne recouvre que la formalité destinée à attester la véracité de la signature apposée sur un acte ou document, la qualité en laquelle le signataire de l'acte ou du document a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte ou document est revêtu.

Article 2

Chaque Etat contractant accepte sans légalisation ou formalité équivalente, à condition qu'ils soient datés et revêtus de la signature et, le cas échéant, du sceau ou timbre de l'autorité d'un autre Etat contractant qui les a délivrés:

1. Les actes et documents se rapportant à l'état civil, à la capacité ou à la situation familiale des personnes physiques, à leur nationalité, à leur domicile ou à leur résidence, quel que soit l'usage auquel ils sont destinés,

2. tous autres actes et documents lorsqu'ils sont produits en vue de la célébration du mariage ou de l'établissement d'un acte de l'état civil.

#### Article 3

Lorsqu'un acte ou document visé à l'article 2 n'a pas été transmis par la voie diplomatique ou une autre voie officielle, l'autorité à laquelle il est présenté peut, en cas de doute grave, portant soit sur la véracité de la signature, soit sur l'identité du sceau ou du timbre, soit sur la qualité du signataire, le faire vérifier par l'autorité qui l'a délivré.

#### Article 4

La demande de vérification peut être faite au moyen d'une formule plurilingue dont le modèle est annexé à la présente Convention. Cette formule est envoyée, en double exemplaire directement à l'autorité qui a délivré l'acte ou le document à vérifier, et est accompagnée de celui-ci.

#### Article 5

Chaque vérification est opérée gratuitement et la réponse est renvoyée avec l'acte ou le document le plus rapidement possible soit directement soit par la voie diplomatique.

#### Article 6

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

#### Article 7

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

A l'égard de l'Etat signataire qui l'aura ratifiée, acceptée ou approuvée après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

### Article 8

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil n'ayant pas signé la présente Convention et tout Etat membre du Conseil de l'Europe pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. La Convention prendra effet, pour l'Etat adhérent, le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt de l'instrument d'adhésion.

### Article 9

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

### Article 10

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de la notification.

Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

### Article 11

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du sixième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

### Article 12

Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention:

a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

- b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;
- c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;
- d) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe I.

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Athènes le 15 septembre 1977 en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale d'Allemagne

(s.) GISBERT POENSGEN

(s.) FERID

Pour la République d'Autriche

Pour le Royaume de Belgique

(s.) HARFORD

Pour le Royaume d'Espagne

(s.) DIEGO ESPIN CANOVAS

Pour la République Française

(s.) GUY DELTEL

Pour la République Hellénique

(s.) GEORGES KOUMANTOS

C. VERTALING**Overeenkomst tot vrijstelling van legalisatie voor bepaalde akten en documenten**

De Staten die deze Overeenkomst hebben ondertekend en die lid zijn van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand, verlangend tusschen de Staten die partij zijn bij deze Overeenkomst, voor bepaalde akten of documenten vrijstelling te verlenen van legalisatie of soortgelijke formaliteiten, zijn overeengekomen als volgt:

**Artikel 1**

In deze Overeenkomst wordt onder legalisatie uitsluitend verstaan de formaliteit waarbij een bevestigende verklaring wordt afgegeven omtrent de echtheid van de handtekening op een akte of document, de hoedanigheid waarin de ondertekenaar van de akte of het document heeft gehandeld en, in voorkomend geval, de identiteit van het zegel of het stempel op de akte of het document.

**Artikel 2**

Elke Overeenkomstsluitende Staat aanvaardt zonder legalisatie of soortgelijke formaliteit:

1. de akten en documenten betreffende de burgerlijke stand, de handelingsbevoegdheid of de familierechtelijke status van natuurlijke personen, hun nationaliteit, hun woon- of verblijfplaats, ongeacht voor welk gebruik zij zijn bestemd,

2. alle andere akten en documenten, wanneer deze worden overgelegd ten behoeve van de voltrekking van het huwelijk of het opmaken van een akte van de burgerlijke stand,

op voorwaarde dat deze zijn voorzien van datum en handtekening en, in voorkomend geval, van het zegel of stempel van de autoriteit van een andere Overeenkomstsluitende Staat die deze heeft afgegeven.

**Artikel 3**

Wanneer een akte of een document zoals bedoeld in artikel 2 niet is toegezonden langs diplomatieke weg of langs een andere officiële weg, kan de autoriteit waaraan deze akte of dit document wordt aangeboden, in geval van ernstige twijfel ten aanzien van de echtheid van de handtekening, of de identiteit van het zegel of het stempel, dan wel de hoedanigheid van de ondertekenaar, het desbetreffende stuk doen onderzoeken door de autoriteit die dit heeft afgegeven.

Pour la République Italienne

(s.) LUIGI VALDETTARO DELLA ROCCHETTA

Pour le Grand-Duché du Luxembourg

(s.) HENRI DELVAUX

Pour le Royaume des Pays-Bas

(s.) D. S. VAN HEUKELOM

Pour la République Portugaise

(s.) JOÃO DE DEUS PINHEIRO FARINHA

Pour la Confédération Suisse

(s.) ERNST GÖTZ

Pour la République Turque

(s.) NECDET TEZEL

---

De bij de Overeenkomst behorende bijlage is  
los bij dit Tractatenblad gevoegd.

#### Artikel 4

Om een onderzoek kan worden verzocht met behulp van een meertalig formulier, waarvan het model als bijlage bij deze Overeenkomst is gevoegd. Dit formulier wordt in tweevoud rechtstreeks toegezonden aan de autoriteit die de te onderzoeken akte of het te onderzoeken document heeft afgegeven en gaat daarvan vergezeld.

#### Artikel 5

Elk onderzoek wordt kosteloos verricht en het antwoord wordt met de akte of het document zo snel mogelijk teruggezonden, hetzij rechtstreeks, hetzij langs diplomatieke weg.

#### Artikel 6

Deze Overeenkomst dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd en de akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden nedergelegd bij de Zwitserse Bondsraad.

#### Artikel 7

Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na de maand waarin de tweede akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring is nedergelegd.

Ten aanzien van de ondertekenende Staat die de Overeenkomst heeft bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd na de inwerkingtreding hiervan, wordt zij van kracht op de eerste dag van de derde maand na de maand waarin die Staat de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring heeft nedergelegd.

#### Artikel 8

Elke Staat die lid is van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand en die deze Overeenkomst niet heeft ondertekend, alsmede elke Staat die lid is van de Raad van Europa, kan tot deze Overeenkomst toetreden na de inwerkingtreding hiervan. De akte van toetreding wordt nedergelegd bij de Zwitserse Bondsraad. De Overeenkomst wordt voor de toetredende Staat van kracht op de eerste dag van de derde maand na de maand waarin de akte van toetreding is nedergelegd.

#### Artikel 9

Geen enkel voorbehoud ten aanzien van deze Overeenkomst is toegestaan.

---

### Artikel 10

Elke Staat kan op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding of op enig ander tijdstip daarna, verklaren dat deze Overeenkomst zich uitstrekt tot het geheel van de gebieden voor welke internationale betrekkingen hij zorg draagt, dan wel op een of meer van die gebieden.

Deze verklaring wordt ter kennis gebracht van de Zwitserse Bondsraad en de uitbreiding wordt van kracht op het tijdstip waarop deze Overeenkomst voor de desbetreffende Staat in werking treedt, of, daarna, op de eerste dag van de derde maand na de maand waarin de kennisgeving is ontvangen.

Elke verklaring van uitbreiding kan worden ingetrokken door middel van een kennisgeving aan de Zwitserse Bondsraad en de Overeenkomst is niet langer van toepassing op het bedoelde gebied met ingang van de eerste dag van de derde maand na de maand waarin genoemde kennisgeving is ontvangen.

### Artikel 11

Deze Overeenkomst is voor onbepaalde tijd van kracht.

Elke Staat die partij is bij deze Overeenkomst heeft echter te allen tijde het recht haar op te zeggen, zulks na verloop van een jaar te rekenen van de datum waarop de Overeenkomst te zijnen aanzien in werking is getreden. De opzegging dient ter kennis te worden gebracht van de Zwitserse Bondsraad en wordt van kracht op de eerste dag van de zesde maand na de maand waarin deze kennisgeving is ontvangen. De Overeenkomst blijft tussen de andere Staten van kracht.

### Artikel 12

De Zwitserse Bondsraad stelt de Staten die lid zijn van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand en elke andere Staat die tot deze Overeenkomst is toegetreden in kennis van:

- a) de nederlegging van elke akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding;
- b) elke datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst;
- c) elke toepasselijkverklaring van de Overeenkomst of intrekking daarvan, met de datum waarop deze van kracht wordt.

De Zwitserse Bondsraad doet de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand mededeling van elke krachtens het eerste lid gedane kennisgeving.

Na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst wordt door de Zwitserse Bondsraad een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift toegezonden aan de Secretaris-Generaal der Verenigde Naties ten behoeve van registratie en publicatie, overeenkomstig artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties.



TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Athene, de 15e september 1977, in één enkel exemplaar, in de Franse taal, dat zal worden nedergelegd in het archief van de Zwitserse Bondsraad en waarvan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift langs diplomatieke weg zal worden toegezonden aan elk van de Staten die lid zijn van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand, en aan de toetredende Staten. Tevens wordt een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift toegezonden aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand.

*(Voor de ondertekeningen zie blz. 4 en 5 van dit Tractatenblad.)*

---

D. PARLEMENT

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, der Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens te kunnen worden aanvaard of goedgekeurd.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van de Overeenkomst is voorzien in artikel 6.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 7 in werking treden op de eerste dag van de derde maand na de maand waarin de tweede akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring is nedergelegd.

J. GEGEVENS

De Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand, welke Commissie onder meer in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst wordt genoemd, is opgericht bij een op 25 september 1950 te Bern totstandgekomen Protocol tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, de Franse Republiek en de Zwitserse Bondsstaat. De tekst van dit Protocol is geplaatst in *Stb.* K 566; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1975, 52.

Van het op 5 mei 1949 te Londen totstandgekomen Statuut van de Raad van Europa, naar welke Raad in artikel 8 van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* J 341; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1977, 16.

Uitgegeven de tweede februari 1978.

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
C. A. VAN DER KLAUW.

Übereinkommen über die Befreiung bestimmter Urkunden von der Beglaubigung/ Legalisation, unterzeichnet in Athen am 15. September 1977.

① Convention portant dispense de légalisation pour certains actes et documents, signée à Athènes le 15 septembre 1977.

Convezione sulla dispensa della legalizzazione per alcuni atti e documenti, firmata a Atene il 15 settembre 1977.

Überprüfung der Urkunde betreffend

② **Vérification** du document concernant

Verifica del documento concernente

③ (Familiennamé und Vornamen)  
Nom et prénoms  
Cognome e nome

④ Ersuchende Behörde  
Autorité requérante  
Autorità richiedente

⑤ Ersuchte Behörde  
Autorité requise  
Autorità richiesta

⑥ (Bezeichnung und Anschrift)  
Dénomination et adresse  
Denominazione e indirizzo

⑥ (Bezeichnung und Anschrift)  
Dénomination et adresse  
Denominazione e indirizzo

⑦ Ist die Unterschrift echt?  
La signature est-elle vraie?  
La firma è autentica? \*

⑩ JA OUI \*

⑪ NEIN NON \*

⑧ War der Unterzeichner zu der Unterschrift berechtigt?  
Le signataire avait-il qualité?  
Il firmatario aveva la qualifica? \*

⑩ JA OUI \*

⑪ NEIN NON \*

⑨ Ist das Siegel oder der Stempel echt?  
Le sceau ou le timbre est-il authentique?  
Il sigillo o il timbro è autentico? \*

⑩ JA OUI \*

⑪ NEIN NON \*

⑫ Bemerkungen  
Observations  
Osservazioni

⑬ Datum, Unterschrift, Siegel oder Stempel  
Date, signature, sceau ou timbre  
Data, firma, sigillo o timbro

⑬ Datum, Unterschrift, Siegel oder Stempel  
Date, signature, sceau ou timbre  
Data, firma, sigillo o timbro

\* Zutreffendes Feld ankreuzen  
⑭ Cocher la case appropriée  
Segnare con una croce la casella relativa

Die Überprüfung hat kostenfrei und so schnell wie möglich zu geschehen; die ersuchte Behörde hat die beigefügte Urkunde und dieses Formblatt/Formular an die ersuchende Behörde unmittelbar oder auf diplomatischem Weg zurückzusenden.

⑮ La vérification doit être faite gratuitement et le plus rapidement possible; l'autorité requise renverra le document ci-joint et la présente formule à l'autorité requérante, directement ou par la voie diplomatique.

La verifica deve essere eseguita gratuitamente e nel più breve tempo possibile; l'autorità richiesta restuirà il documento allegato e il presente formulario all'autorità richiedente, direttamente o per via diplomatica.

ANNEXE

<p>1 English</p> <p>2 Español</p> <p>3 Έλληνικά.</p> <p>4 Neederlands</p> <p>5 Português</p> <p>6 Türkiye</p>	<p>CIEC Convention for the dispensation from the requirement of legalisation of certain documents, signed in Athens on the 15<sup>th</sup> of September 1977.</p> <p>Convenio CIEC sobre dispensa de legalización de ciertos documentos, firmado en Atenas el 15 de Septiembre de 1977.</p> <p>Σύμβαση της Διεθνούς Έπιτροπής Προσωπικής Καταστάσεως που απαλλάσσει από την επικύρωση ορισμένες πράξεις και έγγραφα και που έχει υπογραφεί στην Αθήνα στις 15 Σεπτεμβρίου 1977.</p> <p>Verdrag CIEC inzake vrijstelling van legalisatie van bepaalde akten en dokumenten, getekend te Athene, 15 september 1977.</p> <p>Convenção CIEC sobre a dispensa de legalização de certos documentos, assinada em Atenas, em 15 de Setembro de 1977.</p> <p>CIEC (Uluslararası Medeni Hal Komisyonu) nun bazı belgelerin onaydan muaf tutulmasına dair 15 Eylül 1977 'de Atina 'da imzalanan Anlaşması.</p>
<p>2</p> <p>1 Verification of document in respect of</p> <p>2 Comprobación del documento relativo a</p> <p>3 Έξακρίβωση εγγράφου που αφορά</p> <p>4 Verificatie van het dokument betreffende</p> <p>5 Verificação do documento respeitante a</p> <p>6 İlgili belgelerin incelenmesi</p>	<p>3</p> <p>1 (Name and Forename)</p> <p>2 (Apellidos y nombres propios)</p> <p>3 (Επώνυμο και ονόματα)</p> <p>4 (Familienaam en voornamen)</p> <p>5 (Apelido e nome)</p> <p>6 (Soyadı ve Adı)</p>
<p>4</p> <p>1 Applying Authority</p> <p>2 Autoridad requirente</p> <p>3 Αρχή που τη ζητάει</p> <p>4 Verzoekende autoriteit</p> <p>5 Autoridade requerente</p> <p>6 Müracaat eden Makam</p>	<p>5</p> <p>1 Authority to whom application is made</p> <p>2 Autoridad requerida</p> <p>3 Αρχή όπου απευθύνεται ή αίτηση</p> <p>4 Aangezochte autoriteit</p> <p>5 Autoridade requerida</p> <p>6 Müracaat edilen Makam</p>
<p>6</p> <p>1 (Denomination and address)</p> <p>2 (Denominación y dirección)</p> <p>3 (Όνομασία και διεύθυνση)</p> <p>4 (Aanduiding en adres)</p> <p>5 (Denominação e endereço)</p> <p>6 (Ünvan ve Adres)</p>	<p>7</p> <p>1 Is the signature authentic?</p> <p>2 ¿Es auténtica la firma?</p> <p>3 Είναι γνήσια ή υπογραφή;</p> <p>4 Is de handtekening echt?</p> <p>5 A assinatura é autêntica?</p> <p>6 İmza doğrumudur?</p>
<p>8</p> <p>1 Was the signatory authorised to sign?</p> <p>2 ¿Tenia competencia el firmante?</p> <p>3 Ο υπογράφων είχε δικαίωμα υπογραφής;</p> <p>4 Was de ondertekenaar bevoegd?</p> <p>5 O signatário era competente?</p> <p>6 İmza sahibi imza yetkisine sahip midir?</p>	<p>9</p> <p>1 Is the seal or stamp authentic?</p> <p>2 ¿Es auténtico el sello?</p> <p>3 Είναι αυθεντική ή σφραγίδα;</p> <p>4 Is het stempel of het zegel echt?</p> <p>5 O selo ou carimbo é autêntico?</p> <p>6 Mühür veya Damga doğrumudur?</p>
<p>10</p> <p>1 YES</p> <p>2 SI</p> <p>3 NAI</p> <p>4 JA</p> <p>5 SIM</p> <p>6 EVET</p>	<p>11</p> <p>1 NO</p> <p>2 NO</p> <p>3 OXI</p> <p>4 NEEN</p> <p>5 NÃO</p> <p>6 HAYIR</p> <p>12</p> <p>1 Remarks or observations</p> <p>2 Observaciones</p> <p>3 Παρατηρήσεις</p> <p>4 Opmerkingen</p> <p>5 Observações</p> <p>6 Düşünceler</p>
<p>13</p> <p>1 Date, signature, official seal or stamp</p> <p>2 Fecha, firma, sello</p> <p>3 Ημερομηνία, υπογραφή, σφραγίδα</p> <p>4 Datum, handtekening, stempel of zegel</p> <p>5 Data, assinatura, selo ou carimbo</p> <p>6 Tarih, imza, mühür veya Damga</p>	<p>14</p> <p>1 Mark appropriate box</p> <p>2 Señalar con una cruz la casilla apropiada</p> <p>3 Να βάλετε ένα σημάδι στο κατάλληλο τετράγωνο</p> <p>4 Het betreffende vakje aankruisen</p> <p>5 Assinalar o espaço apropriado</p> <p>6 İlgili Kareye çarpi (x) koyunuz</p>
<p>15</p> <p>1 The verification has to be carried out free of charge and as expeditiously as possible. The Authority to whom application is made should return the attached document together with this form to the applying Authority as soon as possible, either direct or through diplomatic channels.</p> <p>2 La comprobación debe hacerse gratuitamente y lo más rápidamente posible; la autoridad requerida devolverá el documento adjunto y el presente modelo a la autoridad requirente, directamente o por la via diplomática.</p> <p>3 Η εξακρίβωση πρέπει να γίνεται δωρεάν κι όσο το δυνατόν πιο γρήγορα. Η Αρχή όπου απευθύνεται ή αίτηση θα επιστρέψει το συνημμένο έγγραφο καθώς και το έντυπο αυτό στην Αρχή που ζητάει την εξακρίβωση ή απ' ευθείας ή με τη διπλωματική οδό.</p> <p>4 De verificatie dient kosteloos en zo snel mogelijk te geschieden; de aangezochte autoriteit dient bijgaand dokument en het formulier aan de verzoekende autoriteit rechtstreeks of langs diplomatieke weg terug te zenden.</p> <p>5 A verificação deve ser feita gratuitamente e o mais rapidamente possível; a autoridade requerida devolverá o documento anexo e a presente fórmula à autoridade requerente, directamente ou por via diplomática.</p> <p>6 İnceleme parasız ve mümkün olduğu kadar çabuk yapılacak; Müracaat edilen makam inceleme yapılması istenilen belgeyi ve bu formuleri doğrudan veya diplomatik yolla inceleme için müracaat eden makama geri gönderecektir.</p>	